



REVUE DE PRESSE

Lundi 18 mars 2019



Santé, grèves, grand débat télé et Benalla

Aujourd'hui

■ **Parcours de santé.** Fin du décrié «numerus clausus» pour les étudiants en médecine, nouvelle carte hospitalière, effort accru sur le numérique: le projet de loi Santé, censé apporter un meilleur accès aux soins, entame son parcours législatif aujourd'hui à l'Assemblée.

Demain

■ **CGT-FO: retrouvailles dans la rue.** Les deux confédérations syndicales n'avaient pas appelé à manifester ensemble depuis octobre et c'était la seule fois depuis le début du quinquennat: la CGT et Force ouvrière se retrouvent dans la rue demain pour «amplifier le mouvement social» et pousser leurs revendications sur le pouvoir d'achat, quatre mois après le début d'un mouvement des «gilets jaunes» qui les a éclipsés. Une journée de manifestations et de grèves associant salariés du privé et agents publics, mais aussi des étudiants et lycéens, dans toute la France.

■ **Coup de frein?** Après le fléchissement à 1,4% pour 2019 prévu par la Banque de France, l'Insee livre ses prévisions de croissance pour les prochains trimestres, les mesures de soutien au pouvoir d'achat annoncées par l'exécutif étant censées amortir l'effet du ralentissement européen.



Le Sénat décide jeudi de saisir ou non la justice des soupçons de «faux témoignage» portés à l'encontre de Benalla. Photo AFP

Mercredi

■ **Combats de chefs à la télé.** Guérini, Bayrou, Le Pen, Wauquiez, Faure, Mélenchon: les dirigeants des cinq principaux partis s'affronteront sur BFMTV lors d'un débat télévisé sur les réponses à la crise des «gilets jaunes», aux allures de tour de chauffe en vue des européennes de mai.

Judi

■ **Benalla: verdict au Sénat.** Le Sénat doit décider de saisir ou non la justice des soupçons de «faux témoignage» portés à l'encontre d'Alexandre Benalla par la commission d'enquête qui a entendu à plusieurs reprises l'ex-proche collaborateur d'Emmanuel Macron. La décision est entre les mains du bureau de la Haute assemblée.

Vendredi

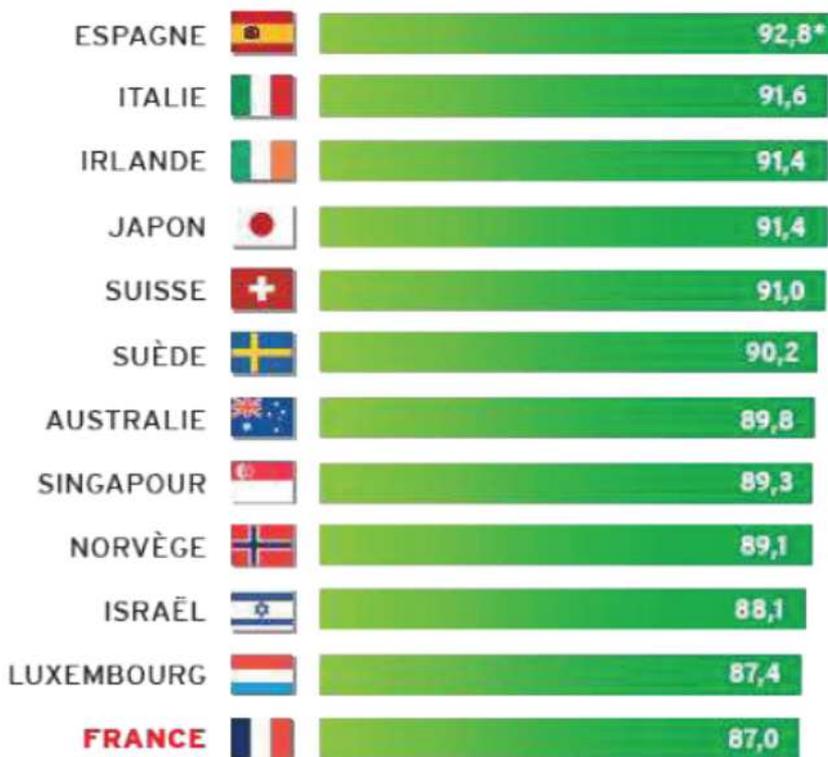
■ **Foot: première vue sur l'Euro 2020.** Huit mois après le titre mondial, les Bleus se projettent sur leur prochain objectif: les qualifications pour l'Euro 2020 qui débutent par un déplacement à Chisinau pour affronter la modeste équipe de Moldavie (170^e au classement des nations de la Fifa). Trois jours plus tard, l'équipe de France recevra l'Islande au Stade de France.

Samedi

■ **Souvenir et hommage.** Un an après, Carcassonne et Trèbes commémorent les attaques revendiquées par le groupe État islamique qui ont fait quatre morts, dont le lieutenant-colonel de gendarmerie Arnaud Beltrame. L'officier s'était offert comme otage pour faire libérer une femme retenue par Radouane Lakdim, l'assaillant du supermarché Super U de Trèbes. Quinze personnes ont aussi été blessées dans les attaques.

■ **Le Pharaon fascine toujours.** C'est l'un des événements culturels les plus attendus de 2019: la grande exposition Toutankhamon s'ouvre ce samedi à la Grande halle de La Villette: plus de 150 pièces exceptionnelles issues du trésor du pharaon, dans une scénographie tout aussi somptueuse.

Pour vivre en bonne santé, mieux vaut habiter en Europe



Source : Statista

Douze pays du Vieux continent se hissent dans le Top 20 (dont six dans le Top 10) de l'index de Bloomberg des pays en meilleure santé dans le monde. L'étude a pris en compte 169 pays et nations classés en fonction de facteurs tels que l'espérance de vie, les causes de décès (alcool, tabac, obésité) ou encore la pratique d'une activité physique pour définir leur score sur 100*.

Si les pays asiatiques tirent leur épingle du jeu (le Japon se hisse au 4^e rang), les États-Unis font moins bonne figure atteignant tout juste la 35^e position de ce palmarès.



INFOGRAPHIE CL

Angoulême: la Marche du siècle réchauffe le climat

Une grosse manif pour exiger des mesures pour l'environnement et le climat. La Charente s'est beaucoup mobilisée samedi à Angoulême.



Plus de 2000 personnes ont marché avec enthousiasme pour le climat dans les rues d'Angoulême.

Photo Majid Bouzitt

Jean-François BARRÉ
jf.barre@charentelibre.fr

Plus de 2000 assurément, samedi après-midi, dans les rues d'Angoulême, pour une manif pour le climat sous un soleil estival... encore en hiver. Ce n'est pas pour rien que les deux organisatrices militantes de la manif citoyenne et spontanée, Vanessa Vigier, de Mainzac, et Blandine de Lima, de Mérignac, avaient appelé les manifestants pour l'environnement à venir avec leurs affaires de plage... Plus inquiétant qu'un simple clin d'œil. C'est sans doute ce qui justifie la belle mobilisation, entre Champ-de-Mars et allées de New-York, un stop place Marengo, un genou à terre et le poing levé pour lancer une plainte en guise de sirène

d'alarme, puis un petit discours mobilisateur pour motiver une foule hétéroclite, générations mêlées, poussettes et pancartes revendicatives très images en carton et collégiennes en tête de gondole.

Les cauchemars de Quentin

Leurs parents, eux aussi militants de la cause l'ont bien compris. Leurs enfants sont «très conscients des risques. Ils ont des profs motivés qui leur en parlent, à la télé, ils ne voient que cela. la grand-mère n'y est pour rien», rigole Anne-Marie, venue avec sa fille et ses petits-enfants. Quentin, 11 ans, est un convaincu. «Petit déjà, je faisais des cauchemars à cause du réchauffement climatique». Jessica sa ma-

man prône des actions choc des décideurs, des investissements dans les énergies nouvelles.

Cécile, à Alloue, a déjà habité ses trois enfants. Elle fait son savon, traînerait bien les lobbies au tribunal. En jeu, c'est l'avenir de ses enfants. Jean-Loup, son fils, a écrit sur sa pancarte «laissez-nous faire». Quentin lui, a écrit «en 2050 vous serez morts, pas moi».

C'est si inquiétant que Vanessa ne s'attendait pas à tant de monde dans les rues d'Angoulême. «On incite les gens à marcher pour la planète». Démarche citoyenne. Les étendards des partis sont restés en queue de cortège. «C'est très bien, la mobilisation citoyenne. On ne fera pas tout, nous les élus. Eh si, on va changer le monde» C'est Françoise Coutant... élue verte régionale qui le dit.

Le diocèse irrite les éleveurs croyants

La maison diocésaine a voulu mettre en place une journée mensuelle sans viande. La démarche se voulait pédagogique. Elle s'est heurtée au monde agricole. Des éleveurs chrétiens ont eu le sentiment d'être montrés du doigt.

Pascal HUORD
p.huord@charentelibre.fr

L'évêché de Charente avait décidé de supprimer la viande de ses repas de la maison diocésaine d'Angoulême une fois par mois pour marquer sa volonté de s'engager dans le chemin de la conversion écologique. À terme, le diocèse d'Angoulême souhaitait obtenir le label «Église verte».

»
Des éleveurs se sont suicidés. J'ai moi-même subi l'abattage à deux reprises. Heureusement que j'ai la foi pour m'aider.

A priori les conséquences restaient limitées (moins d'une trentaine de repas), mais le principe a choqué des éleveurs charentais. Surtout quand l'affiche apposée sur la porte du réfectoire du diocèse pour justifier cette décision indique que «l'élevage représente en France 9,3 % du pouvoir de réchauffement global, 14,5 % des gaz à effet de serre dans le monde et qu'il faut 5 à 10 fois plus d'eau pour produire un kilo de viande

qu'un kilo de céréales ou légumes».

Laurent Grandpierre, éleveur de limousines à Gurat depuis quarante ans, mais également diacre permanent, a ressenti un sentiment de trahison. Cerise sur le gâteau, ce fervent catholique a appris la nouvelle en lisant une interview de Pierre Piton, le délégué diocésain à l'église verte, dans «La Vie charentaise», l'hebdomadaire de la profession agricole. Il annonçait d'ailleurs un repas sans viande une fois par semaine. «Une erreur» corrige le père Rougerie, le vicaire épiscopal. Mais le mal était fait.

Evêque du monde rural

«Pour nous, c'est une manière de montrer que les éleveurs sont des pollueurs, alors qu'ils souffrent terriblement», précise Laurent Grandpierre. Gérald Le Grelle lui-même éleveur de poulets bio à Pillac a le sentiment que son Église, à laquelle il est attaché «veut suivre un mouvement initié par des people qui ont décidé de ne pas manger de viande un jour par semaine mais prennent régulièrement l'avion sans se soucier de la consommation carbone».

Les deux hommes l'ont fait savoir à l'évêque. «Il m'a répondu que cela ne pouvait pas être imposé comme cela et que le jour sans viande, il avait commandé des



Laurent Grandpierre, éleveur depuis quarante ans et diacre de l'église, n'a pas compris la démarche de son Église. Photo CL

magrets de canards», s'étonne Laurent Grandpierre. Il ne veut pas polémiquer avec l'évêque, pas plus que Gérald Le Grelle, mais les deux hommes n'ont pas oublié que Mgr Gosselin avait adressé ses vœux l'année dernière depuis la chambre d'agriculture et qu'il avait béni les champs avant les moissons à Charmant. «Il s'est déclaré comme un évêque du

monde rural. Une telle décision nous fait mal, surtout sur le principe. Autour de moi, on me dit «si l'Église s'y met aussi...».

Dans l'exercice de son diaconat, Laurent Grandpierre a rencontré des situations douloureuses. «Il y a tous ces éleveurs qui ont vu leur troupeau abattu à cause de la tuberculose bovine. Certains ont souffert de problèmes cardiaques.

Des éleveurs se sont suicidés. J'ai moi-même subi l'abattage à deux reprises. Heureusement que j'ai la foi pour m'aider».

La journée sans viande est reportée

Gérald Le Grelle démontre dans son courrier que l'élevage allaitant est beaucoup moins polluant que l'élevage laitier «et l'on ne supprime pas les produits laitiers de l'alimentation», note-t-il. Il explique précisément que les terres d'élevage ne peuvent pas être remplacées par des terres céréalières et les deux hommes de se demander si le diocèse n'aurait pas plutôt intérêt à favoriser le développement durable et la carte locale. «Sait-on seulement d'où vient la viande consommée par la maison diocésaine?», demande Marie-Antoinette Grandpierre.

Le père Rougerie reconnaît une erreur de communication. «Je présente mes excuses auprès des personnes que l'on a pu blesser. Notre démarche se voulait pédagogique et ne concernait que la maison diocésaine pour valoriser la viande de qualité plutôt que la quantité», ajoute-t-il.

Pour apaiser les tensions, le père Guy Rougerie préfère «ajourner cette journée sans viande pour s'engager dans une concertation plus large avec le monde rural, ce qui a sans doute fait défaut».

■ Pour la troisième fois, le centre social de Crouin a ouvert samedi un atelier de réparation d'objets usés ■ Écolo par vocation, l'idée est aussi un bon plan qui commence à circuler.

Avec le Repair café, il n'y a plus rien à jeter

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

Pendant que les gamins jouent au foot à l'arrière du centre social des Borderies à Crouin, Olivier Cousset et Guy Fernandez lèvent les bras, comme si c'étaient eux qui venaient de marquer un but. « On l'a eue, enfin ! » Quoi ? Une satannée roue de vélo qui refusait de se détacher du cadre depuis cinq bonnes minutes. Ali Sajid, le propriétaire, sourit car il sait qu'il va retrouver son destrier en état de marche.

»

Ils ont réparé mon ordinateur : il marche tout le temps maintenant.

Comme lui, samedi, une quinzaine de personnes ont confié leurs bicyclettes, aspirateurs, ordinateurs ou vêtements abîmés à des bénévoles comme « Olivier et Guy », affectés aux vélos. C'était le troisième « Repair café » de l'Aserc (1).

À l'origine, un concept de « tiers lieu » né aux Pays-Bas, où l'on « crée de l'échange » en ressuscitant du matériel usagé. Concrètement, un



Les vélos ne meurent jamais. Olivier Cousset et Guy Fernandez l'ont encore prouvé, samedi.

Photos M. B.

bon plan qui s'ébruite dans le quartier et au-delà. « Le premier était un coup d'essai, se souvient l'ani-

matrice de l'Aserc, Marie-Laure Flanquart. Au deuxième, les gens sont arrivés sur la fin. Cette fois, on a eu du monde tout le temps. »

Samedi, Ali Hsini s'est contenté de passer boire un café. Mais « la dernière fois, ils ont réparé mon ordinateur : il marche tout le temps, maintenant », félicite l'ancien du quartier. « On apprend des choses aussi, complète Valérie Martin, dont l'ordinateur a également été sauvé de la déchetterie. J'aurais écouté ce que disait mon fils, je le mettais à la poubelle. Ils ont changé la carte graphique et ça fonctionne. » Quand il manque une pièce, ou du temps, réparateurs et clients se donnent parfois rendez-vous plus tard.

C'est gratuit, mais un petit geste est apprécié, qui ira à l'association. Sinon, un sourire suffit.

En lutte avec une lampe halogène capricieuse, le bénévole Patrice Gandon se fait payer en conversations amicales. « Je suis retraité, ça me plaît de rencontrer du monde », glisse-t-il, ravi d'expliquer les bases du bricolage... ou de l'entretien.

« Aujourd'hui, j'ai eu un aspirateur qui chauffait. Il était plein, un coup de soufflette et hop ! Une centrale vapeur ne marchait plus : un peu de détartrant. C'est de la pédagogie, j'aime ça. »

Le prochain Repair café est prévu en mai, toujours à Crouin. D'ici là, les réparateurs recherchent du matériel de rechange, en particulier des roues de vélo à remettre dans le circuit (2).

(1) Association socio-éducative de la région de Cognac.
(2) Contacter la page Facebook de Vélo d'vie Cognac, qui transmettra.



Le riverain Ali Hsini est passé saluer ceux qui ont retapé son ordinateur en novembre.

En vue

Perturbations dans les écoles demain



La grève nationale prévue demain aura des conséquences dans les écoles de Cognac.

Hier soir, les perturbations attendues par la Ville étaient les suivantes :

Service minimum d'accueil dans les écoles maternelles des Borderies et de Saint-Exupéry.

Cantines fermées à la maternelle des Borderies, à la maternelle Jean-Macé, à la maternelle Anatole-France, au groupe scolaire Jules-Michelet et à la maternelle du groupe Victor-Hugo.

Service restauration ouvert, mais perturbé à l'école élémentaire du groupe scolaire Victor-Hugo et à l'école Paul-Bert.

La situation pouvant évoluer ce lundi, il est prudent de se renseigner sur le site de la commune : www.ville-cognac.fr

■ Mission locale

Des billes pour les jeunes qui bougent

À l'occasion de la semaine nationale des Missions locales, celle de Cognac, située rue de la Maladrerie, près de Pôle emploi, ouvre ses portes au public demain mardi de 14h à 16h. Le temps fort de cette journée sera une mise en avant des dispositifs de mobilité internationale, grâce à la participation du Centre d'information jeunesse d'Angoulême. Ces dispositifs permettent de se rendre à l'étranger dans le cadre d'un engagement de courte ou de longue durée.

Les anti-cirque ont renoncé, le chapiteau a fait le plein

Le rassemblement prévu hier à Cognac contre les animaux dans les cirques n'a pas eu lieu. Les organisateurs pensaient qu'il n'était pas autorisé, à tort.



En face, une vingtaine de personnes sont venues soutenir le cirque, dont le dernier spectacle a fait le plein.

Photo M. B.

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

Le comité d'accueil était bien là: deux policiers en uniforme, un agent des services de renseignement et même l'élue au conseil municipal Michelle Le Floch, venue «veiller à ce que cela se passe dans le calme et le respect». Mais de manifestant point, hier après-midi à l'Espace 3000 de Cognac, où devait se dérouler une rencontre tendue. Avec d'une part, le cirque Claudio Zavatta, dont c'était le dernier jour en ville et qui avait invité ses soutiens à une photo de famille. Histoire de défendre «le cirque traditionnel», celui avec des animaux sauvages, après que le maire Michel Gourinchas eut annoncé qu'il n'autoriserait plus de tels spectacles dans la commune.

En face, il devait y avoir un groupe de militants de l'association 269 Life France basé en Charente-Maritime, qui comptait «dénoncer

«C'est bizarre... J'ai le papier dans la voiture.»

l'exploitation, des animaux par ce cirque (et tous les autres) avec visuels et tractages.

Sauf qu'à l'heure dite, la vingtaine de soutiens du cirque Zavatta se sont trouvés sans une once de contradiction. Le rassemblement «anti-spéciste» avait été annulé la veille pour une raison qui a surpris jusqu'aux autorités: «La préfecture ne nous autorise pas la manifestation», explique la page Facebook dédiée à l'événement.

C'est un e-mail reçu par les organisateurs à la dernière minute qui les a convaincus de renoncer. «C'est bizarre, j'ai le papier dans la

voiture, réagit un policier en prenant la nouvelle. Sinon qu'est-ce que je ferais là?».

«Ils avaient bien le droit de manifester», confirme un autre.

Vérification faite auprès de la préfecture, «leur déclaration était incomplète, mais la manifestation n'était pas interdite», indique le sous-préfet de Confolens, Pierre Chauleur, de permanence dans le département ce dimanche.

Le récépissé de déclaration n'a pas pu être délivré, avec pour conséquence «des responsabilités beaucoup plus importantes pour les manifestants» en cas de problème. Contacté, le groupe à l'origine du projet n'a pas répondu à CL hier.

De son côté, si les soutiens au cirque n'étaient qu'une vingtaine, le public n'a pas renoncé à se déplacer: à 15h, le chapiteau a fait le plein, pour voir entre autres une dernière fois les lions blancs du dompteur Frédéric Edelstein.

Le chiffre

3,75

C'est le nombre de fautes de Jean-Claude



Ducoudray, meilleur élève de la dictée du Rotary organisée samedi au lycée Jean-Monnet. Pour la deuxième édition cognaçaise, 58 forts en orthographe (dont 15 enfants et adolescents) ont écouté le journaliste Benoît Laporte lire un texte de Jean-Pierre Colignon, ancien chef des correcteurs du quotidien *Le Monde*. «J'offre le champagne à ceux qui feront zéro faute», a annoncé le lecteur en découvrant l'épreuve. Ce ne sera pas pour cette fois. Le Rotary, en revanche, offrira bien le produit de la manifestation à l'Aserc pour ses actions contre l'illettrisme (Photo M. B.).

ANIMATIONS

Les Dauphins nagent de nuit pour l'Unicef



La première Nuit de l'eau a réuni 220 membres du club de natation des Dauphins cognaçais (sur 360) samedi de 18h à 22h à l'X'eau. Cette animation nationale au bénéfice de l'Unesco se tiendra samedi prochain, mais les Dauphins seront en compétition et ils l'ont donc avancée. Entre challenges sportifs, dons et buvette, la soirée a permis au club de verser 1.000 euros à l'agence de l'ONU dédiée aux enfants (Photo M. B.).

Escape game: cette année encore, c'était écrit d'avance



Le jeu d'évasion grandeur nature de Cognac, ville d'art et d'histoire a torturé les méninges de 50 participants, hier du matin au soir à la bibliothèque de Cognac. Déjà complet l'an dernier, la réédition du jeu (c'était la même énigme) a affiché complet dès l'ouverture des réservations, fin novembre. Cet été, une nouvelle intrigue sera proposée dans un autre endroit: un bâtiment Industriel (Photo M. B.).

L'image



Les break danseurs à 100 à l'heure

Grosse affluence, samedi après-midi, au gymnase Félix-Gaillard de Cognac, où l'école de danse hip-hop In6dance Crew organisait son deuxième concours («battle») avec cette année une catégorie «kids», en dessous de 15 ans. Une centaine de danseurs d'associations de La Rochelle, Poitiers ou Niort se sont mesurés aux locaux sur le son de DJ Marty. En «un contre un», BBoy-Bestiole d'In6dance a gagné. En «3x3» adultes, les Angoumoisins de 16 degrés et chez les jeunes, Pogona d'Arcachon l'ont emporté. (Photo M. B.).



PRIME A LA CASSE

REV Bikes
GIANT

05 45 81 11 10
giantcognac@orange.fr

DU 9 AU 30 MARS
REPARTEZ À NEUF EN 2019 !
JUSQU'À 1349€ DE REPRISE
À CHATEAUBERNARD



■ CHERVES-RICHEMONT

La médiathèque recycle pour préserver la nature

Dans le cadre de ses animations, la médiathèque de Cherves-Richemont propose ce mois de mars plusieurs ateliers animés par «Charente Nature».

Le samedi 23 mars à 10h, premier atelier portant sur le thème «Des produits dangereux au quotidien: comment s'en passer?»

En effet, les milliers de molécules chimiques composent les produits d'entretien utilisés au quotidien. Une étude récente a déterminé que l'air situé à l'intérieur des habitations est plus pollué qu'à l'extérieur. Lors de cet atelier, Sylvie Caillaud, animatrice, invitera à observer les étiquettes des produits courants et à en décoder les pièges marketing. Elle proposera des astuces pour en remplacer certains et donnera la recette de quelques produits faits maison. Un produit de votre fabrication sera remis en fin de séance. **Le samedi 30 mars** à 10h, Sylvie

Caillaud animera un atelier portant sur le thème «Du ménage dans nos cosmétiques» et donnera de précieuses informations et recettes faciles pour éviter l'usage de produits parfois chers et de plus nocifs pour la santé et l'environnement. Là aussi, un produit de votre fabrication sera remis. Chaque atelier dure 2 heures, 15 personnes à partir de 14 ans peuvent y être accueillies, l'inscription obligatoire se fait à la médiathèque au 05.45.83.70.40. Une expo sur le recyclage et le compostage aura lieu en même temps. **Le mercredi 3 avril**, place à deux ateliers brico-récup à 14h puis à 16h. Nolwenn les animera pour fabriquer des objets qui seront utiles au quotidien avec du matériel de récupération.

Séances gratuites pour les enfants à partir de 6 ans sur réservation au 05.45.83.70.40.

Spectacles de qualité pour les élèves



Photo CL

Dans le cadre de la saison culturelle et avec la complicité de la mairie de Cherves, les trois cents élèves des écoles Jean-Marie-Weber, Paul-Garandau et Sainte-Eustelle ont bénéficié de représentations théâtrales. D'abord par la compagnie «Artiflette», pour les élèves de maternelle jusqu'au CE1 inclus, ensuite par la compagnie «Thé à la rue» pour les élèves de CE2 au CM2. La première séance a permis de découvrir le spectacle «*Bobines et flacons*» avec Dame Lucette et Marie-Renée l'araignée, qui conte une histoire d'amitié et mêle musique à l'accordéon, numéros de funambule et ombres chinoises. Les élèves ont suivi cette histoire avec grand intérêt et ont participé à une partie musicale avec des œufs maracas. Pour la deuxième séance, les CE2, CM1 et CM2 sont donc allés à la rencontre de la compagnie «Thé à la rue» qui a présenté «*Thomas Farcy*», une farce culinaire servie par un duo de cuisiniers qui raconte l'amour impossible entre une carotte et un saucisson. Un spectacle épique, amusant et léger, fort apprécié.

« Si je ne gagne pas à Barcelone, ce ne sera pas la fin du monde. »

L'ex-Premier ministre Manuel Valls s'est lancé dans un pari audacieux: la conquête de Barcelone, sa ville natale. Mais anticipe sereinement une défaite, rapporte le JDD. S'il n'est pas élu maire, il « restera ici, profitera de la vie, voyagera, fera du business... »

Lundi 18 mars 2019



Boutiques et restaurants pillés et incendiés sur les Champs-Élysées, affrontements avec les forces de l'ordre: l'acte 18 des «gilets jaunes» a été marqué par un très fort regain de violences samedi à Paris. Photo AFP



Gilets jaunes: l'acte de trop?



■ La mise à sac des Champs-Élysées samedi relance la polémique sur la stratégie du maintien de l'ordre ■ L'exécutif admet des failles ■ Des réponses sont attendues.

« **M**aintenant, c'est terminé. J'insiste pour que ce type de scène ne se puisse plus se reproduire, notamment sur cette avenue », a tonné, selon *Le Parisien*, Emmanuel Macron auprès de ses équipes, samedi soir pendant la réunion de crise à Paris, après l'acte 18 des «gilets jaunes» marqué par une nouvelle flambée de violences. Le saccage des commerces sur les Champs-Élysées pose à nouveau des questions sur la stratégie de maintien de l'ordre dans la capitale.

«Dysfonctionnements» dans le dispositif

Trois manifestations importantes étaient prévues samedi dans la capitale: la «Marche du siècle» pour le climat, un cortège contre les violences policières et la mobilisation non déclarée des «gilets jaunes» qui a fait irruption dans le secteur de la place de l'Étoile et des Champs-Élysées. La préfecture avait mobilisé quelque 5.000 forces de l'ordre dont une quarantaine d'unités CRS et gendarmes mobiles. 51 détachements d'action

rapide, les fameux «DAR» constitués depuis le fiasco du 1^{er} décembre, étaient à pied d'œuvre pour interpellier les fauteurs de troubles. Vaste périmètre de sécurisation autour des institutions, contrôles préventifs dans les gares et aux abords des lieux de rassemblement: les autorités avaient déployé la panoplie désormais clas-

« En face de nous, ce ne sont pas des enfants de chœur. »

sique de l'ordre public, les samedis dans la capitale. Elles avaient anticipé un regain de mobilisation avec la présence d'éléments présentés comme «radicaux» chez les «gilets jaunes». Hier soir, le gouvernement a admis des «dysfonctionnements» dans le dispositif. «L'analyse des événements d'hier met en évidence qu'il s'est révélé insuffisant dans son exécution pour contenir ces

violences et éviter les agissements des casseurs. Il faut tirer toutes les conséquences de ces dysfonctionnements », a déclaré Matignon à l'issue d'une réunion avec les ministres de l'Intérieur Christophe Castaner et de la Justice Nicole Belloubet ainsi que le secrétaire d'État Laurent Nunez.

Que s'est-il passé?

Rapidement en milieu de matinée, des éléments «radicaux» type black bloc sont venus très violemment au contact des forces de l'ordre qui avaient pour mission de sanctuariser le haut des Champs-Élysées et en particulier la place de l'Étoile. Repoussés vers le bas des Champs, lui aussi sanctuarisé, la manœuvre a consisté à «figer» la manifestation sur l'avenue dont les accès perpendiculaires étaient également bloqués. Inconvénient: cette stratégie d'«encagement», une vieille recette de l'ordre public à Paris, a laissé les «casseurs» aux prises avec les commerces des Champs-Élysées. Et les nuages de gaz lacrymogène qui ont été tirés durant toute la journée n'ont rien fait pour les en dissuader.

Quelles solutions?

Pour Frédéric Lagache, secrétaire général adjoint d'Alliance, la solution passe par une réponse plus musclée: «Il faut assumer d'aller au contact et peut-être d'avoir des blessés. En face de nous, ce ne sont pas des enfants de chœur.» Le syndicaliste plaide également pour un durcissement des pratiques pénales contre les casseurs. La loi «anticasseurs» controversée mais poussée par l'exécutif a été adoptée par le Parlement mais doit encore passer sous les fourches caudines du Conseil constitutionnel. Peut-elle constituer un rempart contre les débordements? «Beaucoup de choses ont été faites depuis novembre, mais [...] sur ces sujets-là nous n'y sommes pas», a convenu Emmanuel Macron, samedi soir à Beauvau. «Je veux qu'on prenne dans les meilleurs délais des décisions fortes pour que cela n'advienne plus.» Le Premier ministre devrait annoncer ses propositions d'adaptation au président ce matin. Plus concrètement, il s'agirait, selon *Le Parisien*, d'interdire d'accès certains secteurs comme les Champs-Élysées pendant les manifestations.

Le Sénat attend Castaner et Le Maire

Les ministres de l'Intérieur, Christophe Castaner, et de l'Économie, Bruno Le Maire, devront s'expliquer demain devant les commissions des Lois et des Affaires économiques du Sénat, sur les violences «d'une réelle gravité» qui ont émaillé l'acte 18 des «gilets jaunes», samedi à Paris. Les deux ministres seront entendus par les deux commissions réunies «sur les moyens mis en place pour faire face à ces troubles et sur les conséquences de ces nouvelles dégradations sur la situation du commerce et l'attractivité économique de notre pays», a précisé hier le Sénat dominé par l'opposition de droite.

■ Un policier a-t-il volé des maillots du PSG en marge de la manif des «gilets jaunes»? Une enquête de l'IGPN a été ouverte après la diffusion d'une vidéo montrant un policier mettant des vêtements dans un sac, en marge de pillages lors de la manifestation de «gilets jaunes» samedi à Paris, a rapporté hier la préfecture de police (PP). La séquence tournée samedi par un journaliste du média en ligne Brut et diffusée sur les réseaux sociaux, montre un agent d'une compagnie d'intervention de la préfecture de police de Paris, sur les Champs-Élysées, en train de plier des maillots blancs et bleus à manches longues, avant de les mettre dans un sac à dos. La scène filmée se conclut par un coup de matraque d'un autre fonctionnaire présent sur place au caméraman qui proteste vigoureusement. Les faits sont survenus après le pillage de la boutique du Paris Saint-Germain située sur la célèbre avenue.

Les chiffres d'un nouveau samedi noir

Quatre mois après le début du mouvement et au moment où s'achevait le grand débat national, la journée de samedi était présentée comme un «ultimatum» au président Macron qui a écourté son séjour dans les Pyrénées, où il était parti se «ressourcer», pour rejoindre Paris. Elle l'a été. Des barricades en feu, des affrontements avec les forces de l'ordre, des dizaines de boutiques et restaurants pillés et incendiés sur les Champs-Élysées, une banque également incendiée: pour

son acte 18, la mobilisation des «gilets jaunes» a été marquée par un très fort regain de violences à Paris. Au total 32.300 personnes se sont mobilisées dans toute la France selon l'Intérieur, mais 230.766 selon le décompte des «gilets jaunes» posté sur Facebook. Beauvau avait dénombré 28.600 personnes la semaine précédente. 237 personnes ont été interpellées en marge des rassemblements parisiens, bien loin toutefois des bilans de précédentes mobilisations. Ces arrestations

ont donné lieu à des gardes à vue pour 185 majeurs et 15 mineurs, a indiqué hier matin une source judiciaire. 80 enseignes (dont la célèbre brasserie du Fouquet's et le chocolatier Jeff de Bruges) ont été touchées, dont une vingtaine pillées ou victimes de départs d'incendie lors du saccage samedi des Champs-Élysées. Hier, quelque 150 mètres cubes de déchets ont dû être ramassés à Paris où l'avenue des Champs-Élysées portait encore les stigmates des attaques de la veille.



La piste

Vers un allongement de la durée du travail?

La ministre des Solidarités et de la Santé Agnès Buzyn qui a confirmé hier qu'elle ne serait pas candidate aux européennes, a envisagé de «proposer un allongement de la durée de travail» lors des discussions avec les partenaires sociaux «dans le cadre de la réforme générale» des retraites. «La question de l'âge du départ à la retraite est sans arrêt sur la table, à gauche comme à droite», a-t-elle révélé lors du Grand jury RTL-Le Figaro-LCI. «Moi j'entends ces débats. Le président de la République avait pris lors de sa campagne l'engagement devant les Français de ne pas toucher à l'âge de départ à la retraite. Après, nous allons mener une réforme des retraites pour rendre les retraites plus universelles, plus compréhensibles pour les Français et avoir un système qui pérennise notre système par répartition, peut-être que cela, ça sera en discussion avec les partenaires sociaux dans le cadre de la réforme générale», a-t-elle indiqué. «Je n'y suis pas hostile», a ajouté la ministre, interrogée sur l'enjeu de retarder l'âge de départ à la retraite.



Photo AFP

Le chiffre

75 Les Républicains ont approuvé samedi un programme de 75 propositions pour la prochaine mandature du Parlement européen, largement dominées par les questions d'immigration et de civilisation. Le parti de Laurent Wauquiez se veut ainsi «une troisième voie» entre LREM et le RN. Les candidats (une liste de 25 noms) emmenés par François-Xavier Bellamy refusent encore tout nouvel élargissement de l'UE ou extension de l'espace Schengen, et défendent l'inscription des «racines judéo-chrétiennes de l'Europe, ainsi que l'héritage gréco-romain et celui des Lumières».

Leur grand débat

Les enfants ont leur mot à dire avec Adrien Taquet

Une centaine d'enfants participeront ce mercredi à un grand débat à la Cité des sciences et de l'industrie, a annoncé hier le secrétaire d'État chargé de la Protection de l'enfance Adrien Taquet. Les enfants venus de toute la France et issus de mouvements comme le Scoutisme français, SOS Villages d'enfants et l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes échangeront sur quatre thèmes après une séance de préparation: citoyenneté, environnement, violences scolaires ou en ligne et santé. «Les adultes ne peuvent plus réfléchir à l'avenir sans prendre en compte leur parole», a indiqué Adrien Taquet dans un entretien au *Journal du dimanche*. Le secrétaire d'État va aussi intégrer des jeunes aux groupes de travail sur la réforme de l'Aide sociale à l'enfance. Il envisage également la création au sein du Conseil

économique, social et environnemental d'une «Chambre de l'avenir» qui associerait les enfants aux travaux du Cese. «Ils seraient saisis ou s'autosaisiraient des questions politiques les plus structurantes qui impactent leur avenir.»



Photo AFP

Cet après-midi



Temps plus frais.

Le temps est variable, entre éclaircies et nuages qui donnent quelques averses en cours d'après-midi. Le vent est d'Ouest à Nord-Ouest, modéré. Les températures maximales se maintiennent vers 12 ou 13°C.

Mardi



Mercredi



Jeudi



Vendredi



Samedi



Dimanche



HIER



« On est moins libre quand on ne sait pas utiliser le numérique »

CHARENTE-MARITIME Mounir Mahjoubi (1) et Dominique Bussereau (2) signent aujourd'hui une convention sur le numérique. Ils en expliquent les enjeux

« **Sud Ouest** » Le numérique est-il toujours un facteur d'exclusion ?

Mounir Mahjoubi Oui, c'est un facteur d'exclusion quand on recherche un travail, quand on veut accéder aux services publics, quand on ne peut pas comparer les prix et que l'on paye donc tout plus cher. Quand on ne sait pas utiliser le numérique, on est moins libre. Nous voulons qu'en France, il n'y ait plus d'oubliés du numérique, qui représentent encore 20 % de la population, soit 13 millions de personnes.



Mounir Mahjoubi et Dominique Bussereau. PHOTOS AFP

Cette exclusion est donc plutôt d'ordre social que géographique ?

Dominique Bussereau Les gouvernements successifs et les départements ont fait en sorte que chacun puisse accéder au numérique. En Charente-Maritime, il n'y a quatre pôles numériques. Dans les 450 autres communes, nous sommes en train d'installer la fibre optique. D'ici trois ans, il n'y aura pas la moindre cabane ostréicole, ou ferme isolée, qui ne soit pas reliée au numérique. Mais il faut que chacun sache se servir d'Internet, sinon c'est inutile. C'est pourquoi j'ai invité Mounir Mahjoubi à venir aujourd'hui, à La Rochelle, pour signer cette convention.

Pourquoi avez-vous choisi la Charente-Maritime pour signer cet accord ?

M.M. Parce que nous travaillons depuis plus d'un an, main dans la main, avec l'Association des Départements de France, et parce que la Charente-Maritime est un Département pionnier sur ce sujet. Notamment sur la détection des pu-

blics en difficulté, le soutien aux points d'accueil et la formation des aidants au numérique. Nous avons besoin d'un Département pilote, qui ait valeur de modèle pour ceux qui ont pris du retard.

Pourquoi le Département serait-il la collectivité la mieux placée pour accompagner l'accès au numérique ?

D.B. Tout simplement, parce que les Départements ont une double mission de solidarité sociale et territoriale. L'accès au numérique correspond pile à notre savoir-faire. Nous avons une cartographie précise et nous avons des lieux où l'on ne songerait pas à aller, mais que l'on va mettre dans la boucle, par exemple les collèges. Le Département, c'est la bonne dimension, surtout dans une grande région comme la Nouvelle-Aquitaine.

« Le numérique est un facteur d'exclusion quand on recherche un travail »

Pouvez-vous citer chacun un objectif essentiel de cette charte que vous allez signer ?

M.M. Le pass numérique, qui va permettre l'identification des personnes qui n'ont pas accès au numérique. Grâce à lui, ils pourront trouver à proximité de chez eux une formation et un accompagnement qui seront financés. C'est ce qui m'a inspiré en Charente-Maritime et doit servir de modèle pour le reste du pays.

D.B. Il faut aussi changer l'état d'esprit. Tout le monde réclame l'accès au numérique, mais on ne s'occupait pas jusqu'à présent des exclus. Il faut faciliter cet accès, et je suis heureux que le gouvernement nous ait choisis comme département pilote.

Recueilli par
Bruno Dive

(1) Secrétaire d'État chargé du Numérique.

(2) Président du Conseil départemental de Charente-Maritime et président de l'Association des Départements de France.

Mis en cause, le pouvoir reconnaît des failles

24 HEURES
EN FRANCE

Dégradation de la plaque commémorative dédiée au policier Jugelé

ÉMEUTE PARISIENNE Sous le feu des critiques toute la journée d'hier, l'exécutif a admis des « dysfonctionnements » dans l'encadrement de la manifestation des gilets jaunes

Jean-Denis Renard
jdrenard@sudouest.fr

La réunion était convoquée hier en fin d'après-midi. Autour d'Édouard Philippe, le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner et son secrétaire d'État Laurent Nunez. À son terme, nul panache de fumée blanche mais une forme de mea culpa. Le dispositif de sécurité mis en place samedi à Paris « s'est révélé insuffisant pour contenir les violences et éviter les agissements des casseurs. Il faut tirer toutes les conséquences de ces dysfonctionnements », a indiqué Matignon.

Cet acte de contrition, qui expose Christophe Castaner plus sûrement que les « sunlights » d'une boîte de nuit, a clôturé un sale dimanche pour l'exécutif. Une pluie, une déferlante, un rideau de critiques s'est abattu sur le pouvoir. C'est un procès en incompétence qu'a instruit l'opposition – ou plutôt les oppositions – au vu des images dévastatrices qui n'ont cessé de circuler suite à l'acte XVIII des gilets jaunes : pillage des magasins des Champs-Élysées sans intervention policière, scènes d'affrontement ne révélant pas la moindre crainte chez les assaillants, incendies etc.

Anne Hidalgo, la maire (PS) de Paris, a exigé des explications. La droite a tiré à boulets rouges, du « laxisme sécuritaire » évoqué par François-Xavier Bellamy, la tête de liste LR aux européennes, à « l'usage de la force et de la force du droit » réclamé par Xavier Bertrand. Marine Le Pen (RN), Nicolas Dupont-Aignan (DLF) comme Olivier Faure (PS) n'ont pas retenu leurs coups.

Revenu en urgence de La Mongie, dans les Pyrénées, Emmanuel Ma-



Le ministre de l'Intérieur sur les Champs-Élysées, hier, suite aux affrontements de la veille.

PHOTO CHRISTOPHE PETIT / TES/SON/ MAX/PPH

ron avait admis le malaise dès samedi soir. Il avait appelé de ses vœux « des décisions fortes, complémentaires » pour endiguer les violences. « Sur ce sujet-là et pour ces cas-là, nous n'y sommes pas », avait-il avoué. Ces fameuses décisions devaient être proposées au chef de l'État ce matin, à 11 h 30, par Édouard Philippe.

Convoqués par le Sénat

Nul ne sait ce qui sortira du chapeau. Mais le gouvernement n'en a pas fini avec l'averse. Christophe Castaner et le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, sont convoqués demain au Sénat pour s'expliquer sur les émeutes de samedi et leurs con-

séquences pour le commerce parisien. Ils s'exprimeront devant les commissions des Lois et des Affaires économiques, réunies pour l'occasion. Elles sont toutes deux présidées par des sénateurs LR.

Dès aujourd'hui, Bruno Le Maire aura le loisir de préparer son oral puisqu'il réunira à Bercy les organisations patronales, les fédérations de commerçants et d'artisans, les représentants des assureurs, des hôteliers et des restaurateurs.

Les professionnels excédés

Ces derniers sont excédés par la répétition des exactions. « À Paris, depuis des mois, les commerces, cafés et restaurants sont détruits et

nos professionnels ne peuvent plus exercer leur métier », dénonce l'Umih, l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie. 80 enseignes auraient été la cible des vandales dans le périmètre des Champs-Élysées, dont une vingtaine pillées et/ou victimes de départs d'incendie.

Face à cette extrême violence, la réponse et la stratégie des forces de l'ordre suscitent des interrogations, dans leurs rangs y compris. Au 18^e rendez-vous de l'hiver, le ministre de l'Intérieur peut difficilement invoquer la surprise. Le résultat est là : confinés sur les Champs-Élysées, les casseurs s'en sont donnés à cœur joie.

POLICE La dégradation de la plaque commémorative dédiée à Xavier Jugelé, le policier tué lors d'une attaque jihadiste en avril 2017 sur les Champs-Élysées, suscitait hier émotion et écoeurnement dans les rangs policiers, au lendemain de la flambée de violences lors de l'acte XVIII des gilets jaunes. Le syndicat Alliance appelle les policiers à se rassembler « en silence », demain matin, devant la plaque. D'autres rassemblements sont également prévus devant les préfectures en province.

Agnès Buzyn évoque un allongement de la durée de travail

RETRAITES La ministre des Solidarités et de la Santé, Agnès Buzyn, a envisagé, hier, de « proposer un allongement de la durée de travail » lors des discussions avec les partenaires sociaux dans le cadre de la réforme générale des retraites. « La question de l'âge du départ à la retraite est sans arrêt sur la table, à gauche comme à droite (...) moi j'entends ces débats, a-t-elle précisé, (...) Je n'y suis pas hostile. »

LE CHIFFRE DU JOUR

500 C'est le nombre d'actions prévues en France à l'occasion de la Semaine nationale de lutte contre le racisme et l'antisémitisme qui débute aujourd'hui.

EN BREF

COLLISION MORTELLE EN SKI

Un skieur suédois, âgé de 46 ans, est mort hier matin sur le domaine skiable de l'Alpe d'Huez (38) après une collision avec un autre skieur. Une enquête a été ouverte et confiée à la CRS Alpes et à la police judiciaire de Grenoble.

Le fioul du naufrage épargnera la côte cette semaine

POLLUTION Grâce aux conditions météo, les côtes de Nouvelle-Aquitaine devraient être préservées à court terme

Les experts se sont réunis et les experts ont parlé : au vu des conditions de mer à venir, les hydrocarbures qui flottent au large dans le golfe de Gascogne ne devraient pas toucher terre cette semaine. Tombée hier soir, cette prévision repousse l'échéance. Ces derniers jours, on parlait d'un possible arrivage de fioul en milieu de semaine. Le littoral dispose ainsi d'un peu plus de temps pour se préparer.

Mais il faut bel et bien anticiper. Selon le communiqué de la préfecture maritime de l'Atlantique, les risques de pollution sont réels. Les communes du littoral néo-aquitain l'ont bien compris. Le long de la côte, les huissiers passent pour



Les autorités espèrent éliminer les nappes d'hydrocarbures avant qu'elles ne touchent le continent. PHOTO AFIRMARINE NATIONALE

constater l'état des lieux initial. Et les plages sont nettoyées de leurs déchets sur lesquels les hydrocarbures pourraient se fixer. Le « Grande America », ce porte-conteneurs qui a coulé mardi dernier à 330 km

à l'ouest de La Rochelle, en est bien l'émetteur. Le fioul actuellement en suspension dans l'eau est strictement identique à celui qui a servi à remplir les soutes du navire lors de son escale à Hambourg, en Allema-

gne. Des comparaisons d'échantillons opérées ce week-end ne laissent pas de place au doute.

L'épave continue à fuir

Si cette nouvelle ne surprendra personne, elle a le mérite de confirmer le scénario qui se joue à 4 600 mètres de fond, là où repose l'épave. Remplies (au départ) de 2 200 tonnes de carburant, les soutes laissent échapper leur contenu qui remonte à la surface. C'est ce qui explique la formation d'une nappe de 5 km², localisée samedi à proximité de la zone de naufrage.

Hier, un Falcon 50 de la Marine nationale a observé la même scène au droit de l'épave. Six navires, un de plus que la veille, ont poursuivi les opérations de dépollution qui consistent à collecter le fioul en surface grâce à des barrages flottants. Ce matin, un bâtiment supplémentaire viendra grossir la flotte. Il s'agit du remorqueur espagnol « Alonso

de Chaves » qui a appareillé de Gijón, en Espagne, hier en début d'après-midi.

Avec une telle force de frappe, les autorités espèrent réduire, voire éliminer, les nappes d'hydrocarbures avant qu'elles ne touchent le continent. Mais une mer forte, avec des creux de quatre à cinq mètres, ne facilite pas l'avancement des travaux.

Une nette amélioration est attendue demain. « Ces conditions plus favorables devraient permettre une meilleure observation aérienne de la situation sur la zone de naufrage et une mise en œuvre plus efficace des moyens de lutte antipollution », indique la préfecture maritime.

Le travail se poursuit aussi en laboratoire. On tente d'y cerner comment le fioul va se transformer au contact de l'eau dans les prochains jours. Histoire de mettre un visage sur ce qui finira par arriver à la côte. **J.-D.R.**

+ 2,9 % Telle est la croissance en volume de la filière cognac, ces douze

derniers mois. Du 1^{er} mars 2017 au 30 février 2018, 204,6 millions de bouteilles ont été livrées dans les filiales de distribution du monde entier. Les expéditions pèsent très exactement 572 986 hectolitres d'alcool pur, l'unité de calcul en vigueur chez les viticulteurs et négociants charentais. Elles ont dégagé un chiffre d'affaires global de 3,243 milliards d'euros. Les tendances en volume : États-Unis, Canada et Mexique, + 5,2 % ; Europe, moins 4,4 % ; Asie : + 4,3 % ; autres pays : + 5 %.

C'EST DANS L'ACTU

Grand Débat en Charente : le bilan, chiffres à l'appui

56 réunions ont été organisées en Charente

Un exercice difficile

C'est la fin d'une longue séquence politique. Le Grand débat national souhaité par l'exécutif s'est terminé vendredi 15 mars. Il aura duré environ deux mois. L'exercice n'était pas évident. En Charente, les plâtres furent essuyés vendredi 18 janvier à la salle des fêtes de Dirac. La rencontre était organisée par le député Thomas Mesnier (LREM), qui dut lâcher du lest et abandonner l'idée de groupes de travail au profit d'un débat à 200. Pas facile d'échanger dans le brouhaha et les récriminations.

7 % des communes

Au total, 56 réunions furent organisées dans notre département et dûment mentionnées sur le site officiel du Grand débat national (notre carte ci-contre). Selon les métadonnées en ligne et nos calculs, plus de la moitié des débats (55 %) furent organisés par des élus, des collectivités ou des institutions et un petit quart (21 %) par des citoyens ou des collectifs citoyens. Environ 7 % des communes de Charente ont organisé ou accueilli 2,3 réunions en moyenne. Ce ratio est un tantinet meilleur que celui constaté en Dordogne (6,7 %) mais inférieur à ceux de la Charente-Maritime (11,6 %) et de la



Gironde (16,7 %). Lors de ses vœux aux Charentais, la préfète Marie Lajus avait souhaité que le Grand débat en Charente fasse émerger la concorde. Elle en appelait au « dialogue, les yeux dans les yeux, sans poings levés ». Une certitude : aucun incident n'est venu ternir la série de réunions.

Seuls 12 comptes rendus

L'heure est désormais à l'examen des contributions, dont l'analyse et la synthèse seront facilitées par des outils informatiques et l'intelligence artificielle. Mais encore faut-il que ces contributions existent ! Les paroles

s'envolent et les écrits restent. Seules 12 des 56 réunions en Charente ont fait l'objet d'un compte rendu versé sur le site du Grand débat. Ces 12 textes mis bout à bout font une quarantaine de pages. Nous avons passé les 80 000 caractères et 13 000 mots au crible d'un logiciel d'analyse sémantique. Les occurrences les plus fréquentes concernent les mots et expressions « services publics », « élus », « gens », « place », « pays » et « 80 km ». Les retardataires ont jusqu'à ce lundi 18 mars pour intégrer leurs comptes rendus.

O. Sarazin et F. Sallet

BOURG-CHARENTE

Le pont est fermé à partir d'aujourd'hui



Il est vétuste et doit subir des travaux. Alors le pont de Bourg-Charente va devoir être fermé à la circulation. Les opérations commencent dès ce matin, pour douze semaines. Les 800 véhicules qui passent par là chaque jour vont devoir suivre un itinéraire bis.

L'œnotourisme d'hiver réchauffe le territoire



ÉCONOMIE Les animations durant la période hivernale sont portées par les Étapes du cognac. Autant d'initiatives qui contribuent à un certain dynamisme du territoire à la basse saison

Jonathan Guérin
j.guerin@sudouest.fr

Un samedi après-midi d'hiver en Charente. Alors que la météo incite plus à la flânerie devant la cheminée qu'à une balade à l'extérieur, une vingtaine de personnes a rendez-vous à Boutiers-Saint-Trojan. Nous sommes sur l'exploitation Brard Blanchard. Au programme : dégustation d'un buffet sur le thème des accords truffe/cognac. À la manœuvre, la propriétaire Sophie Brard Blanchard : « On incite les gens à venir jusqu'en mars, pour profiter de l'alambic : ses bruits, ses odeurs... Tout ce qu'on n'a pas en été. »

Dans le chai, certains sont déjà initiés à la distillation. D'autres découvrent. « On a encore des gens du coin qui ne savent pas vraiment ce qu'est la distillation et qui profitent de l'hiver pour en apprendre plus », poursuit l'hôte.



Pour les vigneronnes qui font visiter, cette période reste importante pour se faire connaître. PHOTO J.G.

Des retombées locales ?

Ce genre d'animations, le territoire en compte une cinquantaine chaque année. Elles sont pour la plupart regroupées au sein des Étapes du cognac. Cette association a pour but « d'assurer le développement, l'animation et la promotion de l'œnotourisme sur le territoire de l'AOC cognac ». « En hiver, tous les sites touristiques ne sont pas ouverts », constate le président, Mathieu Durand. « Mais une chose est certaine : les distilleries fonctionnent à plein. On essaye donc, depuis quelques années, de créer des animations pour inciter le public à venir voir ce qu'il se passe. » Du côté des vigneronnes participantes, c'est tout

beneficé. « On peut dire que l'hiver représente 20 % de nos visites, estime Sophie Brard Blanchard. Donc cela reste important pour nous. D'autant qu'entre Noël et le premier de l'An, c'est là où on fait beaucoup de ventes. Donc on ne ferme surtout pas ! »

Mais pour le territoire, quel impact ont ces visites ? « Le tourisme local doit en tirer quelques retombées, en tout cas on l'espère, formule Mathieu Durand. Les gens qui ne sont pas du coin en profitent pour prendre une chambre d'hôte ou une nuit d'hôtel, par exemple. En tout cas, nous sommes la seule région de France capable de proposer ce genre d'animation œnotouristi-

que en hiver. Il faut donc se faire connaître au niveau national pour tirer son épingle du jeu. » Toutefois, difficile d'évaluer le poids de cet œnotourisme hivernal. « De novembre à mars, nous faisons à Cognac 15 % des contacts de l'année, ce qui est vraiment pas mal », analyse Coline La Fontaine, responsable de l'office de tourisme de Grand-Cognac. « 34 % de notre fréquentation est enregistrée d'octobre à mai, donc cette période n'est pas anodine du tout. » Alors

l'office de tourisme entend capitaliser : « Il y a un beau potentiel. Certes, ceux qui participent aux Étapes du cognac n'ont pas pour premier métier de réaliser des visites. Mais ils travaillent dessus. Ce que cherchent les touristes à cette période, ce sont des expériences : ne plus être traité comme un touriste mais se voir proposer une expérience privilégiée. Toute la gamme des expériences dans les chais s'y prête vraiment : ce que vous vivez pendant la distillation, c'est ici, et nulle part ailleurs. »

Cet œnotourisme permet donc, en plein cœur de l'hiver, de réchauffer un territoire parfois engourdi.

« Ce que vous vivez pendant la distillation, c'est ici, et nulle part ailleurs »

Hennessy affûte son offre hivernale



Chez Hennessy, les visites sont adaptées aux profils des visiteurs d'hiver. ARCHIVES A. LACAU

ZOOM Le numéro 1 du cognac se montre très actif durant cette période

Certes, il est plus agréable de traverser la Charente en bateau-mouche qu'en minibus. Mais chaque saison a ses plaisirs. Hennessy l'a bien compris, en maintenant son circuit de visite même l'hiver. Il faut dire que c'est aussi une affaire de réputation pour le numéro 1 du cognac. « D'où que l'on vienne, on doit pouvoir visiter la maison toute l'année », justifie Stéphane Daugeyron, responsable des visites.

Mais la raison est aussi ailleurs : « La période la plus faible en termes de flux correspond à un pic d'activité dans l'alambic. On ne pouvait pas passer à côté de ça. Surtout que nous avons la distillation, qui nous distingue de toutes les autres zo-

nes œnotouristiques. Et on sent que la fréquentation augmente de manière assez importante. »

Surtout des Américains

Alors évidemment, les visites s'adaptent. « On rentre plus dans le processus, dans les coulisses de la fabrication. » La clientèle elle-même est différente de celle de l'été. « Le profil des visiteurs en hiver est très marqué par rapport à l'été. Il y a surtout des Américains. Les Chinois sont arrivés également, et dernièrement, les Français ou francophones. Il y a un intérêt croissant de leur part. Cela nous amène aussi à modifier les dégustations : elles sont faites pour des gens plus

connaisseurs, de type cadres semi-professionnels. »

Pour profiter de toutes les expériences, la formule à 250 euros permet de passer quatre heures sur différents sites. En été, les visiteurs sont plutôt sur le mode zapping, et prennent moins le temps d'approfondir le sujet qu'en hiver. « Nous avons également une politique incitative au niveau tarifaire car il est moins facile de venir en hiver, concède Stéphane Daugeyron. On fait des efforts au niveau des prix. » Au final, Hennessy affirme que cet œnotourisme hivernal est « avant tout un marché d'offre, pas vraiment de masse, assez pointu, avec une marge de progression ».

LE PIÉTON

A constaté que les gilets jaunes de Cognac étaient en très petit effectif samedi. Certains sont allés tracter pour convier à une manifestation, samedi prochain. Un carnaval sera organisé au départ de Croin à 14 h 30. Les participants sont priés de venir déguisés... encostume de la Révolution. Voilà qui promet ! Espérons qu'une guillotine ne sera pas installée place François-1^{er}...



PHOTO J.G.

EN BREF

GRÈVE / ÉCOLES

Un mouvement de grève est annoncé dans les écoles pour demain. Un service minimum devrait être assuré aux maternités Les Borderies et Saint-Eupéry. Les cantines seront fermées aux Borderies, à Jean-Macé, Anatole-France, Jules-Michelet et Victor-Hugo (en maternelle). Le service restauration sera ouvert mais perturbé au groupe Victor-Hugo et à l'école Paul-Bert.

AGENDA

AUJOURD'HUI

« Humain, trop humain ». De 10 h à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 h, pochades et dessins de Patricia Meylan-Niffenecker aux Récollets, salle du Prieuré.

« Générations croisées ». Exposition sur le long de la promenade des quais, réalisée par la classe de Troisième C du collège Claude-Boucher et par des participants du Cap'âge.

Info 16. De 10 h à 12 h, permanence aux couloirs et démarches administratives dans un espace confidentiel, au 53 rue d'Angoulême. Gratuit, sur rendez-vous au 05 45 82 62 00.

Balade à pied ou à vélo. 7 km de chemin aménagé le long de la Charente, à la base plein-air André-Mermet. Tél. 05 45 82 46 24. Départ de la boucle 24 de Charente vélo : un circuit découverte de 23 km (facile) et un circuit d'exploration de 41 km (difficile).

UTILE

« Sud Ouest » rédaction.

9, place François-1^{er}, 16 100 Cognac.
Courriel : cognac@sudouest.fr
Tél. 05 45 36 62 80.

La Nuit de l'eau a fait le plein

ÉVÈNEMENT La première Nuit de l'eau organisée à Cognac s'est bien passée. Vendredi soir, le club des Dauphins du Cognacais avait convié ses nageurs à prendre part à un relais solidaire, au bénéfice de l'Unicef. De 18 à 22 heures, l'eau a donc été réquisitionnée pour cette activité parrainée par la Fédération de natation. Pour cette première, seuls les adhérents du club étaient conviés. Chaque 50 mètres parcouru permettait d'engranger 1 euro pour l'Unicef. Au total, 1 000 euros ont été récoltés pour les enfants n'ayant pas accès à l'eau dans le monde.



Le relais des nageurs a permis de récolter 1 000 euros. PHOTO J. GUÉRIN

Une soixantaine de candidats pour la dictée du Rotary

ASSOCIATION Ils étaient presque 60, samedi, à affronter les affres de la langue française lors de la traditionnelle dictée nationale du Rotary. Pour cette troisième édition, le texte était signé Jean-Pierre Colignon, correcteur au journal « Le Monde ». Assis sur les bureaux du lycée Jean-Monnet, les candidats ont planché sur les accords, la grammaire et l'orthographe. Les bénéfices ont été reversés à l'Aserc (Association socio-éducative de la région de Cognac). Le texte intégral de l'exercice est en ligne sur www.sudouest.fr.



Près de 60 personnes ont tenté de déjouer les pièges de la dictée du Rotary, pour sa troisième édition. PHOTO J.G.

La Charente Business School recrute

ENSEIGNEMENT Ne l'appellez plus jamais ICF. L'institut consulaire de formation a changé de nom : place à la Charente Business School. Elle organisait ses portes ouvertes samedi. L'ensemble appartient toujours à la Chambre de commerce et d'industrie. « Nous sommes dans un marché hyperconcurrentiel, donc cette nouvelle organisation sert à être plus compréhensible », résume la directrice, Véronique Coeffe. Cette année, 90 élèves sont inscrits à Cognac.



L'escape game a réuni 50 personnes. PHOTO J.G.



L'ICF est devenu la Charente Business School. PHOTO J.G.

L'escape game a attiré les foules

LOISIRS Connaissez-vous les escape games, ces jeux où il faut répondre à des énigmes pour s'échapper d'un lieu en un temps donné ? Les Cognacais s'étaient jetés sur celui proposé par le service Ville d'art et d'histoire en juillet. Une deuxième édition a eu lieu hier. Elle a encore fait le plein. Environ 50 personnes se sont succédé dans le cadre de la bibliothèque pour « Le Souffle de la Révolution », spécialement conçu pour la ville.

Les anti-cirque de 269 Life France n'étaient pas visibles

DÉBAT Ils avaient promis de venir pour faire entendre leur voix. Les militants de 269 Life France ne se sont finalement pas montrés, dimanche, aux abords de l'Espace 3 000. Cette association entendait protester contre l'utilisation par les cirques d'animaux sauvages. En revanche, Zavatta a réussi à faire le plein pour sa dernière séance.

Les employés de chais vont être augmentés

VITICULTURE Salariés et maisons de négoce sont parvenus à trouver un accord : les salaires seront augmentés de 2 % dès maintenant



Les salariés des chais de cognac vont voir leurs salaires augmenter de 2 %. Telle est la décision à laquelle sont parvenus les protagonistes du secteur.

C'est en effet une spécificité historique des emplois dans le bassin cognacais. Les salariés des maisons de négoce, quelles que soient leurs tailles, bénéficient d'une grille de salaire qui suit un avenant régional à la CNVS (Commission nationale des vins et spiritueux). Cet avenant est négocié au sein de la Commission sociale des chais de cognac, dans laquelle siègent les syndicats de salariés et le Syndicat des maisons de cognac.

Un accord bien négocié

Cette entité s'est réunie au début du mois. « Nous sommes parvenus à un accord au bout de deux réunions, se félicite Isabella Tater, présidente de la commission. Il n'y a pas d'entente tous les ans et, quand il y en a, ce n'est pas toujours aussi rapidement, alors c'est à souligner ! »

Le montant de la hausse, 2 %, est également à souligner. « C'est la première fois, depuis une dizaine d'années, que l'augmentation est aussi haute », juge Isabel-

2 000 salariés vont bénéficier de cette hausse des salaires.

PHOTO ARCHIVES ISABELLE LOUVER

la Tater. La bonne santé du cognac n'y est pas étrangère. « Bien sûr, les grandes maisons bénéficient de la belle embellie des eaux-de-vie, mais ce n'est pas le cas pour les plus petites. Alors ces accords permettent à tous les salariés d'avoir une augmentation minimum garantie. Il y a une véritable volonté d'assurer une hausse du pouvoir d'achat, en se distinguant de la grille de la convention collective. »

En résumé, les 33 maisons de négoce signataires ont voulu donner un coup de pouce aux petits salaires, en allant au-delà des augmentations prévues à l'échelle de la filière vins et spiritueux. Ces 2 % seront visibles sur la feuille de salaire de 2 000 salariés de la filière.

Jonathan Guérin

GYMNASÉ FÉLIX-GAILLARD

Batailles de breakdance



Samedi, l'association Incidence Crew a organisé un concours de breakdance au gymnase Félix-Gaillard. Plusieurs équipes de la région se sont affrontées en musique. PHOTO J.G.

Le maire démissionne

MARCILLAC-LANVILLE Mardi dernier, à Rouillac, au lendemain du Conseil communautaire, des rumeurs concernant la démission du maire de Marçillac-Lanville, Yves Jean, ont circulé. Ces rumeurs ont été confirmées par la mairie de Marçillac, vendredi, sans explications précises. Cette démission aurait été actée par la préfecture.

Une après-midi pour mieux appréhender les troubles cognitifs

CHÂTEAUBERNARD La résidence de retraite Les Jardins de Louise (12, rue Louis-Michel) propose, le temps d'une après-midi, de mieux cerner les troubles du comportement liés à l'âge. Une conférence informative se tiendra demain, de 14 h 30 à 17 heures, animée par le docteur Courmau, médecin gériatre. Pascale Daurat, infirmière, parlera de la prise en charge précoce. Inès Gautier, as-

sistante sociale, Laurence Guillot Noël, art thérapeute, et Sébastien Saillard, coach en santé mentale et physique, traiteront de la prise en charge psychosociale. La prévention sera abordée par Benoît Maingard, enseignant en activités physiques adaptées, et Laurence Guillot Noël, art thérapeute. Réservation souhaitée. Entrée libre. Renseignements au 05 45 32 77 00.

CHÂTEAUBERNARD

« The Elephant in the room », entre acrobaties et théâtre

« The Elephant in the room », une proposition artistique du cirque Le Roux sur une mise en scène de Charlotte Saliou est à découvrir au Castel, mercredi à 20 h 30. Le spectacle né en 2015 sillonne le monde et les critiques sont dithyrambiques. Non loin de là, le théâtre d'Angoulême lui a déjà ouvert trois soirées avec, à chaque fois, 700 personnes accueillies.

Mercredi soir sera donc l'occasion de plonger dans les films en noirs et blancs hollywoodiens des années 30 avec une intrigue à la

Cluedo et pleine d'humour. Elle va se nouer en automne 1937, un soir de noces, dans le boudoir du château, entre Miss Betty (Lolita Costet) ; John Barick, son homme (Yannick Thomas) ; Jeune Bouchon, le serveur (Grégory Arsenal) ; et un invité américain, M. Chance (Philip Rosenberg).

Sur scène : un agrès sur sol, une barre rigide verticale, des acrobaties... On est bien au cirque et on frissonne devant les performances scéniques des artistes. Mais au cirque Le Roux on soigne aussi la

patte contemporaine. Textes, musiques, costumes, décors, haute couture... Les arts s'entremêlent et les acrobaties donnent un relief aux émotions des personnages dans une intrigue théâtrale et dansée.

Sandra Balian

« The Elephant in the room », mercredi à 20 h 30 au Castel. Durée : 1 h 20. Tarif : 25 euros. Billetterie au Castel aujourd'hui de 13 h 30 à 17 h ; en ligne sur le site Internet lecastel.fr ou via ticketnet. Tél. 05 45 32 76 81.

La filière composite réindustrialise la région

STRATÉGIE La Nouvelle-Aquitaine a patiemment construit un écosystème de haut niveau, de la recherche jusqu'à la production, dans ce secteur prometteur et en forte croissance

Nicolas César
n.cesar@sudouest.fr

Progressivement, les matériaux composites se sont immiscés dans de multiples secteurs d'activité : l'automobile, l'aéronautique, le nautisme, l'éolien... À tel point que le marché mondial pèse désormais 95 milliards d'euros et affiche 5 % de croissance par an. Dans les transports, par exemple, à l'heure de la transition énergétique, c'est un atout précieux et capital pour gagner du poids sur les voitures, les avions et donc réduire la consommation d'énergie.

« Aujourd'hui, la filière composite est mature. La progression du JEC, salon international dédié aux matériaux composites, en témoigne. Il attire maintenant 45 000 visiteurs à Paris, chaque année. Les applications ne cessent de se multiplier », explique José Alcorta, le patron de Rescoll, société girondine de recherche, spécialisée dans les matériaux polymères (150 salariés, 15 millions d'euros de chiffre d'affaires). C'était l'une des 19 « pépites » du territoire de Nouvelle-Aquitaine, sélectionnée par le Conseil régional, et présente sur son stand, au JEC 2019, du 12 au 14 mars derniers.

30 000 salariés dans la région

Pour le Girondin Olikrom, ce fut l'occasion de promouvoir sa « route luminescente », qui devrait lui ouvrir les portes d'un marché colossal. Grâce à sa technologie innovante de pigments intelligents, elle a mis au point une peinture qui



Le Conseil régional a emmené 19 entreprises au JEC, salon des composites à Paris. PHOTO N. CÉSAR / « SO ».

éclaire la nuit le sol, une piste cyclable (en service à Pessac, dans la métropole bordelaise), voire le mobilier urbain, lorsque l'éclairage public est éteint. « Nous avons déjà des demandes à l'étranger », souligne Jean-François Létard, son président, qui emploie actuellement 14 salariés et prévoit de recruter six personnes cette année.

La filière composite est particulièrement dynamique en Nouvelle-Aquitaine. Le secteur chimie et matériaux compte plus de 30 000 salariés. Soit 12 % des effectifs de l'industrie. La région est devenue l'un des leaders des matériaux technostруктурaux, nanostructurés et

des composites organiques, grâce à des industriels tels qu'Arkema, Ariane Group, Alstom, Stelia Aerospace, Epsilon Composite, Toray Carbon Fibers. Leur présence ne doit rien au hasard. Ils ont ici un écosystème de qualité, avec des centres de développement technologique comme Canoë ou Compositadour, structuré au fil des années par le Conseil régional.

Les atouts sont tels que Boris Laval, ex-champion de ski nautique, a décidé d'implanter la production de son monoski pour les sportifs de haut niveau au Pays basque plutôt qu'en Floride, où il s'était installé.

« Dans la région, il a trouvé l'éco-

système capable de réaliser son ski, de la recherche jusqu'à la fabrication », se réjouit Fabrice Sorhouet, président de Somocap. Spécialiste bayonnais du moulage du caoutchouc composite, il pilotera la fabrication tandis que le Landais CKP assurera la partie R & D. « Le seul frein au développement de nos PME, c'est la difficulté à recruter. C'est pourquoi la Région va s'impliquer désormais dans l'orientation, dès le collège », explique Bernard Uthurry, vice-président du Conseil régional, en charge du développement économique. Le succès de la réindustrialisation de la Nouvelle-Aquitaine en dépend.